

Bruxelles, une ville-Région en chantier

L'Echo - [Mathieu Colleyn](#) - 04 mai 2018

Depuis la création en 1989 de la Région de Bruxelles-Capitale, son statut n'a jamais cessé d'être sous pression. En général, cette dernière s'intensifie lorsqu'approche une échéance électorale. Avec les communales à l'horizon, trois options de réforme sont sur la table. Les partis, eux, hésitent sur le coup à jouer.

Depuis quelques mois, la crise des tunnels et le chaos automobile engendré par la concomitance de chantiers d'envergure ont remis la gestion de la capitale au centre du débat. Les problèmes de gouvernance rencontrés par la Ville de Bruxelles en 2017 ont également alimenté les discussions sur l'usage du pouvoir rendu par les Bruxellois à leurs représentants politiques.

C'est la fête de l'Iris ce week-end. L'occasion de faire le point sur ce débat parfois enflammé.

La ritournelle est archiconnue. Dans un coin du ring, les régionalistes pour qui l'échelon communal et ses baronnies politiques ne peuvent que constituer un frein à une gouvernance harmonisée et saine.

Localisme for ever

Dans l'autre, les localistes qui s'accrochent tels des moules à leur rocher à l'institution communale car elle offre le lieu d'une proximité unique le citoyen.

Rappelons au passage que les désirs de fusion d'organes où le poids des néerlandophones est faible (zones de police, communes), le plus souvent exprimés en Flandre, sont en général perçus par les francophones comme le fruit d'un agenda caché destiné à renforcer le poids des Flamands à Bruxelles. Pour la simple raison que les néerlandophones ont obtenu une représentation garantie au niveau régional et la parité linguistique au niveau du gouvernement bruxellois. Par ailleurs, du point de vue bruxellois, une gestion efficace constitue une forme de protection contre les volontés de cogestion par la Flandre et la Wallonie régulièrement avancées par le Mouvement flamand.

La question de la réforme des institutions bruxelloises est posée avec de moins en moins de retenue côté francophone.

Districts

Malgré les conservatismes, tout le monde ou presque s'accorde donc pour dire que Bruxelles pourrait et devrait être mieux organisée. La question de la réforme des institutions bruxelloises, de l'articulation des pouvoirs régionaux et communaux est

posée avec de moins en moins de retenue côté francophone, même si les partis avancent à pas de loup. On peut résumer à trois les grandes voies de réformes. Deux d'entre elles font appel à la notion de districts dont la création, autorisée par la Constitution, n'a été tentée qu'à Anvers (sans toujours convaincre) et qui permettrait à Bruxelles de se rapprocher de modèles de gestion d'autres grandes villes d'Europe comme Paris, Berlin ou Vienne.

Les 3 scénarios possibles

1/ L'élargissement de la Ville au territoire régional.

Cette idée spectaculaire est développée par l'association Aula Magna et portée par Alain Maskens, connu pour son travail réflexif sur la gestion de Bruxelles. Ce modèle propose donc une commune unique flanquée d'une Région bruxelloise maintenue dans ses compétences. Des districts seraient créés pour les services de proximité. Objectif: une gestion publique sur les modèles de Vienne, Berlin et Paris.

La Région resterait exactement ce qu'elle est, avec ses compétences pleinement régionales (emploi, économie, commerce extérieur,...). La Ville de Bruxelles devient l'entité politique qui dispose du plus de pouvoir "*sur le quotidien des gens*", admet Alain Maskens. La nouvelle entité prendrait en charge la police, les travaux publics, le logement, ou encore les hôpitaux publics.

Cette réforme peut se faire sans changer la Constitution et pourrait donc s'opérer au départ du Parlement bruxellois. Elle peut être transitoire, avant une régionalisation complète difficilement imaginable à court terme. La distribution de compétences qui relèvent de la commune et de la Région (comme la mobilité ou l'urbanisme) devra être négociée entre les deux entités.

Les éléments dont l'influence dépasse les frontières communales actuelles (Heysel, Bois de la Cambre) tomberaient sous une autorité unique. Cette formule opère une fusion automatique des CPAS et des zones de police. Et elle permet des listes bilingues aux élections et le vote des étrangers (déjà autorisés au niveau communal) à l'échelle de la Région sans la moindre réforme. Enfin, ce scénario permettrait d'éviter l'écueil communautaire, puisque les garanties pour les néerlandophones sont maintenues.

Inconvénients: Le risque de créer un mammoth communal aux côtés de la Région: un tel affaiblissement du fait régional risque de heurter bien des esprits et nécessite une entente politique absolue.

2/ La réorganisation des frontières communales.

Cette solution, qui semble la plus simple d'un point de vue tant pratique que politique, consiste tout simplement à redessiner les limites des 19 communes, là où cela a du sens. Boris Dilliès et Gautier Calomne, deux mandataires bruxellois du MR, se sont déjà prononcés pour une réflexion de ce type. Par exemple, la fusion d'anciennes communes comme Neder-Over-Heembeek et Haren avec des communes voisines, plutôt que de les maintenir sur le territoire de la Ville de Bruxelles.

Dans ce cas, les frontières de cette dernière traverseraient la Région du nord au sud, de Haren au Bois de la Cambre en coupant en deux – avec l’avenue Louise – la commune d’Ixelles. D’autres s’interrogent encore sur la pertinence de maintenir un pouvoir communal sur le tout petit territoire de Saint-Josse qui pourrait s’intégrer à Schaerbeek, par exemple.

Avantages: cette formule permet de mettre un terme à une série d’aberrations dont l’exemple le plus fréquemment relevé est celui de ces rues courant sur deux communes et soumises à deux systèmes différents de tarification du stationnement. À l’évidence, cette réflexion peut mener à une meilleure appréhension des problèmes urbains alors que certaines zones ou quartiers aux enjeux similaires sont à cheval sur plusieurs communes.

Inconvénient: Les structures de la capitale ne changent pas fondamentalement, notamment pour ce qui concerne les relations parfois problématiques avec la Région bruxelloise.

3/ Un transfert massif de compétences vers la Région et la disparition des 19 communes.

C’est le modèle souvent avancé par les partis flamands, le sp.a notamment. Le ministre de la Mobilité, Pascal Smet et le président de parti John Crombez en ont précisé les contours à l’automne dernier. On maintiendrait l’échelon local en créant des arrondissements (une vingtaine dans leur vision), sortes de guichets chargés d’assurer les services de proximité à la population tels que la délivrance de documents officiels. On est clairement dans l’esprit des districts créés à Anvers.

Mobilité, travaux publics, permis d’urbanisme, fiscalité seraient des compétences pleinement endossées par la Région. Dans cette proposition, les 19 CPAS de la capitale ne feraient naturellement plus qu’un. Les avantages de cette révolution de la gouvernance peuvent sembler évidents: une harmonisation plus prononcée des politiques à l’échelle régionale. Plus de cohérence. On peut encore citer la fin des résistances communales qui peuvent retarder des grands projets structurants à l’échelle d’une ville. Une économie de quelque 940 millions d’euros par an a été calculée, ce qui correspond à un peu moins d’un tiers du budget régional par les socialistes flamands.

Inconvénients: La difficile adhésion des francophones, les dangers d’une centralisation accrue et la perte de contact avec le citoyen.

Peu d’ouverture dans les partis

Les principaux partis politiques ne semblent toujours pas demandeurs d’une refonte profonde des structures politiques bruxelloises. Petit tout d’horizon.

Au MR, on admet que la fixation, souvent arbitraire, des frontières communales a pu avoir des "conséquences néfastes". *"Il peut sembler opportun de revoir les frontières de certaines communes afin qu’il soit mieux tenu compte de leurs réalités économiques, sociales et culturelles"*, dit la doctrine réformatrice sur le sujet. *"Nous souhaitons donc permettre la fusion volontaire des*

petites communes qui souhaiteraient atteindre ensemble un certain seuil d'habitants", ajoute le MR dans une réflexion qui semble surtout destinée à la Wallonie mais doit alimenter le débat à Bruxelles. Pour autant, un processus général de disparition des communes bruxelloises n'est pas souhaité au MR.

Pas plus chez DÉFI, qui s'oppose, notamment pour des raisons communautaires, à la fusion des communes bruxelloises avec la Région. Un de ses bourgmestres, Christophe Magdalijs, a surpris l'an dernier en proposant de fusionner sa commune, Auderghem, avec sa voisine Watermael-Boitsfort. *"On est d'accord pour réparer certaines erreurs historiques",* indique le député Emmanuel De Bock. D'éventuels rapprochements entre communes ne sont pas totalement rejetés, pour autant que ceux-ci fassent l'objet de consultation des populations concernées.

Zakia Khattabi, co-présidente d'Ecolo précise que son parti est "ouvert à une discussion ans tabou" sur l'organisation de Bruxelles. *"Il n'y a pas de refus de principe à la fusion des communes",* ajoute-t-elle. Un débat interne, avec Groen, est en cours pour finaliser un projet institutionnel pour Bruxelles, signale-t-elle. Un premier consensus est intervenu entre les deux partenaires écologistes pour harmoniser la fiscalité locale à Bruxelles tant sur l'impôt des personnes physiques (IPP) qu'au niveau du précompte immobilier. Ecolo et Groen souhaitent encore formaliser une solidarité plus importante entre les communes bruxelloises.

Le PS est quant à lui fermement opposé à la fusion des communes. Le modèle bruxellois est le fruit d'un équilibre historique, dit sa fédération bruxelloise mais *"il faut cependant simplifier la lisibilité des institutions bruxelloises et se doter d'une architecture institutionnelle adéquate pour continuer à gérer l'ensemble des compétences régionales – territoriales et personnalisables – de manière prospective, transversale et intégrée."* La diminution du nombre de députés bruxellois, les listes bilingues, l'intégration des compétences régionales et bicommunautaires font partie des propositions des socialistes en la matière.

Le cdH se dit quant à lui "totalement opposé" à la fusion des communes bruxelloises. *"Il s'agit d'un niveau de pouvoir où la démocratie fonctionne le mieux",* plaide le député bourgmestre Benoît Cerexhe. *"Le manque d'entretien des tunnels a démontré que la centralisation à la Région n'est en rien un gage d'efficacité, cette crise ne se serait jamais produite au niveau communal."* Les chrétiens-démocrates plaident par contre pour une meilleure articulation des compétences entre Région et communes, notamment via des contrats de partenariat entre les deux niveaux de pouvoir et un renforcement de la conférence des bourgmestres qui associe régulièrement les 19 dirigeants communaux bruxellois.

INTERVIEW

Charles Picqué: "Pour Reynders, Bruxelles est un second choix"

Charles Picqué propose un deal: on réduit le nombre de députés bruxellois mais on donne jusque 2024 aux Flamands sur le décumul. Le président du Parlement bruxellois dit également vouloir se battre contre les isolationnistes pour que Bruxelles conserve un lien fort avec la Wallonie.

Le communicant a dit: "On va faire cette interview au café La Mort subite, Charles aime bien venir y manger une petite tartine et puis vous pourrez faire un jeu de mots avec le nom en écrivant l'article." On a cherché. Mais on n'a pas trouvé de jeu de mots en rapport avec la Fête de l'Iris, raison de cette interview. Cela posé, n'hésitez pas, amis lecteurs, s'il vous vient une lumineuse idée: écrivez à la rédaction, qui transmettra.

Il est assis, ce mercredi après-midi, devant une Leffe blonde. Et il dit: "Vous êtes certain que vous ne voulez vraiment rien boire?"

Une interview avec Charles Picqué s'apparente à **un exercice de funambule** tant il entrecoupe ses propos de "Dis, ça ne mets quand même pas dans ton article, sinon je suis mort." On s'emmêle les pinceaux. Il est comme ça, le **président du Parlement bruxellois/bourgmestre de Saint-Gilles**.

Boîte de Pandore

"Pour le moment, j'entends toute une série de propositions pour **remettre en question les institutions bruxelloises**, son statut, le mode de gestion de Bruxelles. Je suis un vieil artisan de la Région bruxelloise et je rappelle ceci: **on est le fruit d'un équilibre institutionnel difficile**. Si on commence à toucher à un élément, on va ouvrir une boîte de Pandore. La bicommunautarisation de Bruxelles, la fusion totale des communes, la fin de la Fédération Wallonie-Bruxelles, voilà une série de pistes qui, soi-disant, amélioreraient les choses. **Ca, c'est l'aventure, pas les réformes**. Si on part à l'aventure, on va se déchirer dans tous les sens. On en a déjà des signes avant-coureurs puisque **une majorité alternative s'est constituée côté flamand** afin de s'opposer à la tirette pour les élections régionales. Ce n'est pourtant pas une réforme cosmique. Et on va avoir **un problème avec le décumul** car il n'y a pas de majorité côté flamand. Il y a beaucoup d'énervement pour le moment à Bruxelles."

Voilà le constat posé. Et alors qu'il fera ce samedi un discours pour la Fête bruxelloise, comme un joueur de poker, il sort quelques cartes de sa manche. "J'ai quelques propositions. **On ne doit pas mettre fin à la Fédération Wallonie-Bruxelles** qui tisse un lien entre Bruxellois et Wallons. Il s'agit d'un équilibre par rapport au **lien structurel entre Flamands de Bruxelles et Flamands de Flandre**. Je ne veux pas couper les ponts avec la Wallonie, mais j'entends des Bruxellois et des Flamands dire le contraire. Quand Zakia Kattabi dit qu'elle se sent plus proche d'un Flamand de Bruxelles que d'un Wallon, alors qu'elle ne sait pas commander une pintje en flamand dans un café, je trouve ça très délicat. Je veux bien, mais pour les Flamands le lien est clair et nous on va jouer à quoi? À la petite île francophone bruxelloise coupée de tout? Cela ne rime à rien devant la stratégie unie des Flamands. **Il n'y a pas une spécificité bruxelloise, il y a une spécificité urbaine**. Liège, Charleroi, Bruxelles, c'est la même chose. Maintenant, si vous prenez Bastogne, c'est un autre monde."

Il y a bientôt 30 ans, après un long chemin de croix, la Région de Bruxelles-Capitale est définitivement créée.

L'Echo – 03/05/18

Une Carte blanche de Zakia Khattabi Coprésidente d'Ecolo

Elle est le fruit d'un engagement sans failles d'hommes et de femmes, surtout d'hommes en fait - mais c'est un autre débat -, qui l'ont rêvée, qui y ont cru et qui ne se sont pas laissés démonter par ceux qui n'y croyaient pas ou n'en voulaient pas. Après un long cheminement, **ils ont engrangé des solutions institutionnelles à tout ce qui dans la vie politique belge de l'époque constituait les principaux freins** à son éclosion. Nous leurs en sommes infiniment reconnaissants.

Aujourd'hui, à bientôt 30 ans, ce qui a permis à notre région d'advenir est précisément ce qui l'étouffe. Et malheureusement pour la grande majorité du monde politique, **Bruxelles ne reste qu'un enjeu institutionnel en soi**, désincarné, fruit de compromis intangibles tels qu'il est inenvisageable de la laisser s'émanciper, évoluer et s'inscrire dans sa réalité du XXI^e siècle.

Nous refusons de continuer à ne pas être reconnus dans la diversité de nos identités ou d'être réduits à une appartenance communautaire exclusive dans le cadre d'un clivage francophones – néerlandophones.

Pour la génération politique écologiste que je représente, Bruxelles n'est pas un enjeu institutionnel. Bruxelles est notre héritage.

Et nous refusons de voir notre héritage être l'otage ou la victime des blocages de nos régions sœurs, comme sur le dossier des allocations familiales, ou d'une minorité de nationalistes flamands, la campagne nauséabonde de la NVA fait rage. Nous refusons de continuer à ne pas être reconnus dans la diversité de nos identités ou d'être réduits à une appartenance communautaire exclusive dans le cadre d'un clivage francophones – néerlandophones. **Nous voulons sortir d'une logique d'une Région constituée de deux communautés ou de l'addition des intérêt de 19 localités.** Nous refusons de ne pas avoir pleinement notre destin en main. Ce qui est possible en Flandre et en Wallonie, c'est à dire une articulation forte et une cohérence entre l'ensemble des politiques, qu'elles soient ou non "personnalisables", sur un même territoire, doit être possible à Bruxelles.

Je ne suis, il est vrai, pas une fétichiste des institutions et cela me laisse une grande liberté. Je considère qu'elles n'existent pas pour elles-mêmes, **elles ne sont qu'un outil au service d'un projet** et c'est en effet moins de leur avenir que je m'inquiète que de leur (in)capacité à servir une vision de la ville, nourrir un projet commun, répondre à des besoins concrets.

Comment comprendre des politiques différenciées sur un même territoire, donc répondant aux mêmes enjeux en matière de petite enfance, de jeunesse, de santé, de politique sociale ou encore de formation professionnelle?

Ces institutions bruxelloises sont en effet complexes. Trop complexes. La plupart des citoyens bruxellois ne connaissent, ne s'identifient, ni ne comprennent les institutions qui les gouvernent. Cela pose un problème démocratique et d'éloignement entre citoyens et politiques. Les processus décisionnels s'avèrent trop souvent particulièrement longs et fastidieux. Comment comprendre des politiques différenciées sur un même territoire, donc répondant aux mêmes enjeux en matière de petite enfance, de jeunesse, de santé, de politique sociale ou encore de formation professionnelle?^[1] **Alors simplifions et intégrons au sein de la Région bruxelloise : une seule Assemblée parlementaire et un seul Gouvernement** pour gérer ce qui concerne directement et exclusivement les Bruxellois. Cela serait plus efficace, plus lisible, cela permettrait un meilleur contrôle démocratique et placerait les bruxellois sur un pied d'égalité.

Aucun tabou, partons d'une page blanche

Bruxelles est aujourd'hui une ville cosmopolite, jeune, dynamique. Le visage de notre capitale a profondément changé depuis la réalité de ses pères fondateurs. Et nous, écologistes, défendons la construction d'une communauté bruxelloise qui réunit les gens au-delà de leur langue ou de leur culture, qui construit des alliances, qui se base sur le quotidien et les besoins concrets de ses citoyens. C'est à partir de **cette réalité du destin commun des Bruxellois d'où qu'ils viennent et avec des objectifs de solidarité**, de transparence, de subsidiarité ou de lisibilité que nos institutions doivent être revisitées, urgemment.

Il y a 30 ans, ils ont eu un rêve. 30 ans après, osons le nôtre!

[1] On se retrouve avec des compétences éclatées entre la Région, les trois commissions communautaires (COCOM, COCOF et VGC) et les Communautés (francophone et flamande).

On lui fait remarquer que dans sa formation politique, le PS, **les régionalistes prennent du poids**. Il admet. "*C'est clair et ça augmente encore avec les isolationnistes bruxellois qui*

crient plus fort. Mais je me battrais contre ça, je ferai tout pour qu'il reste un lien entre Wallons et Bruxellois. On peut par exemple avoir un volet distinct sur Bruxelles dans la déclaration de politique générale de la Fédération Wallonie-Bruxelles."

Faire 3 km en voiture

Et la **mobilité bruxelloise**, docteur Picqué, qu'en pensez-vous? Il soupire. *"Je pense d'abord qu'on doit acter l'échec de la Communauté métropolitaine, les Flamands n'en veulent pas. Il faut donc créer une commission de concertation permanente entre les Parlements flamand et bruxellois, on doit y parler de mobilité, de tarifs des transports en commun, etc. Quand je suis parti en 2013, j'ai dit qu'un des chantiers qui n'était pas accompli, c'était la mobilité, aujourd'hui, ça reste le cas. On a dû désendetter les communes durant des années, ça a été fait, mais le problème de la mobilité reste entier, on a eu un refinancement de Bruxelles, mais il reste une déficience du fédéral pour le RER."*

Le type de Wavre, lui, il pourrait prendre sa voiture et pas le Bruxellois?"

Il marque une pause. Puis se lance: *"Le problème de la mobilité, c'est l'engorgement de Bruxelles par qui? Par les navetteurs wallons et flamands, faut pas m'emmerder avec ça!! Les Bruxellois, ils ont aussi le droit de prendre leur voiture pour faire trois kilomètres. On doit les encourager à ne pas le faire, mais ils ont le droit de rouler en voiture. Comment se fait-il qu'un type de Wavre aurait le droit d'utiliser sa voiture et pas un Bruxellois? C'est insensé! Après, il y a le sous-financement de la SNCB. La mobilité ne pourra jamais s'imaginer non plus sans une concertation autour du grand Bruxelles"*.

Il ajoute encore ceci sur ce chapitre: *"On doit aussi revoir les paquets de compétence bruxellois. Comment imaginer qu'on va pouvoir régler les problèmes de mobilité bruxellois quand la mobilité est dissociée de l'aménagement du territoire. C'est ridicule. Qu'on donne l'autonomie de la répartition des compétences à la Région bruxelloise. Ce serait beaucoup plus cohérent pour les ministres."*

Six territoires

Et nous voilà embarqués dans l'institutionnel, un des dadas de l'ex-ministre-président. On est à tu et à toi. *"Tu dois avoir aussi une réflexion sur Bruxelles. Il est important de mettre fin à cette discussion communes/pas communes, région/pas région, etc. Il faut aligner les législatures communales et régionales. Point. Qu'on en finisse avec ces controverses: le maintien des communes est un élément de l'équilibre né de la création de la Région. Quand on donne la parité aux Néerlandophones dans le gouvernement bruxellois, on a aussi le souci de maintenir les communes. Je le dis: 19 communes, c'est beaucoup. Même si c'est important pour la politique de proximité. Je demande qu'on réfléchisse à six zones supracommunales qui regroupent des communes qui ont des affinités. Six zones d'action pour six territoires régionaux, le résidentiel de l'ouest etc. Et ça ferait l'objet d'une contractualisation avec la Région."*

On lui dit: mais c'est un "bazar" bruxellois supplémentaire, une couche de plus à la lasagne, ça complexifie davantage le paysage plutôt que de le simplifier. *"Écoutez, la Région doit être souveraine mais on doit développer une vision non en 19 parties mais en 6 territoires."*

Sur la Grand-Place

Et le **mammouth de la Ville de Bruxelles** va-t-il se fondre dans le moule? La concurrence Ville de Bruxelles/Région bruxelloise, c'est tout le temps et tous les jours. Picqué acquiesce: *"Avec, la Ville de Bruxelles on a un problème symbolique: **qui est le leader de l'image de Bruxelles, le bourgmestre ou le ministre-président?** Ok, mais quelle est la solution? Pour moi, le quartier de la Grand-Place doit accueillir des activités protocolaires de la Ville et de la Région. **Que la Région puisse recevoir des hôtes de marques à l'hôtel de ville de Bruxelles, en présence du bourgmestre.** Que le gouvernement ait un local de réception à la Maison du Roi à la maison patricienne ou y tienne ses réunions. Cela me paraît nécessaire. Il faut sortir de ce flou artistique. **Il faut un usage protocolaire commun et un siège unique d'image.** Que la Ville et la Région se confondent dans une image commune. La symbolique, ça compte beaucoup."*

Le décumul

Et puis, sur le feu bruxellois, également, le débat autour du décumul. *"**Le décumul, les Flamands n'en veulent pas.** Le 17, j'aurai l'avis du Conseil d'Etat et l'aventure va continuer..."* C'est un clash communautaire qui se profile. *"Et c'est atrocement mauvais pour l'image de la Région. J'ai donc une proposition."*

On laisse du temps aux Flamands pour le décumul mais en échange, on avance sur la diminution des parlementaires."

Une gorgée de Leffe blonde. Et il dit: *"Les Flamands ont un problème: leur classe politique est plus réduite. Faisons un deal! Les Néerlandophones pourront **postposer le décumul jusqu'aux élections de 2024**, le temps qu'ils s'organisent pour la relève de leur personnel politique. On est d'accord que les Flamands aient le temps de s'adapter. En revanche, il y a une demande de **diminuer le nombre de parlementaires** et ça, on doit y arriver. Donc, on leur laisse du temps pour le décumul mais en échange, on avance sur la diminution des parlementaires. C'est cela le deal. **On doit revenir à 75 parlementaires**, au prorata actuel des francophones et des Flamands, je ne demande pas de passer à 25 députés. Et puis, on doit aussi travailler sur **les rémunérations**. Un bourgmestre d'une commune de 50.000 habitants se retrouve parfois avec 3.200 euros/mois tandis qu'**un député peut toucher 6.000 euros, et dans les députés, il y en a qui ne foutent rien**, tandis qu'un bourgmestre qui ne fout rien, ça n'existe pas. Donc, ça ne va pas. Il faut payer les gens en fonction de leur responsabilité mais c'est un autre débat. Commençons par diminuer le nombre de députés bruxellois."*

Didier Reynders

Allez, un dernier coup pour la route. On lui demande ce qu'il pense de la candidature de Didier Reynders comme possible futur ministre-président bruxellois. Ça vous botte? *"C'est une question d'envie, Reynders pose des conditions, moi j'y ai été. **La vocation de Reynders pour Bruxelles est un peu tardive** mais je ne sais pas dire s'il a sincèrement envie de Bruxelles ou pas. Mais si c'est le cas, et s'il veut le prouver, qu'il se présente aux élections régionales, c'est cela la réponse. C'est cela le signal. Le problème du MR depuis la création de la Région, c'est cela: Armand De Decker et Jacques Simonet ont toujours tergiversé et considéré Bruxelles comme un second choix. Tandis que moi j'y ai été. **J'aurais pu être vice-***

Premier ministre au Fédéral en 89 mais j'ai choisi Bruxelles. Reynders fait une erreur en disant qu'il va se présenter aux législatives, il donne l'impression que Bruxelles est son second choix." Quant à Rudi Vervoort, "il a l'avantage de bien connaître les problématiques bruxelloises".

Il souffle. Il dit: "*Je trouve qu'il se libère pour le moment, il s'exprime plus, il a démontré que son intérêt prioritaire était Bruxelles.*"

Allez, santé!